

Abeille de la Nouvelle-Orléans

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO. LIMITED

COL. HUGUES J. DE LA VERGNE PRESIDENT MAURICE LAFARGUE Directeur-Gérant

Phone Main 3487

Bureaux: 323 Rue de Chartres entre Conti et Bienville

Entered at the Post Office of New Orleans as Second Class Matter

Pour les petites annonces de demandes, ventes, locations, etc., qui ne paient au prix réduit de 6 cent le ligne, voir une autre page du journal.

L'Abéille est en vente au kiosque de journaux du "Times Square Building," à New-York.

TEMPERATURE.

Thermomètre de E. Claudel, Oplicien. Successeur de E. & L. Claudel, 918 rue du Canal, Nouvelle-Orléans, Lae.

Jeu, 10 sept 1914.

Table with 3 columns: Fahrenheit, Centigrade, and weather conditions (7 h. du matin, Midi, 3 p. m., 6 p. m.).

Le droit naturel des parents à l'éducation de l'enfant

(Suite.)

Toujours et partout, le droit naturel des parents, dans le temps, à celui des associations successives où la famille entrera, toujours et partout, ce droit s'imposera. Seule la force brutale, la force du nombre, de la puissance il pourra méconnaître. Alors nous ne sommes plus sur le terrain du droit pur et strict, où dès le commencement nous avons placé la question. Le réponse aux objections les plus spécieuses terminera notre étude.

L'Etat, disent les monopolisateurs jacobins, possède un droit parallèle à celui des parents. Il peut ouvrir des écoles publiques... L'Etat n'a rien à voir dans les choses d'enseignement, parce qu'il n'est pas un professeur, ni un philosophe, ni un père de famille. Il n'a rien à voir dans les choses d'enseignement, parce que, quand il s'en mêle, il est le plus souvent très maladroit et assez souvent ridicule. Comme il est nommé pour faire de la politique et qu'il n'est qu'un homme politique, il ne peut dans l'enseignement que de la politique, et toutes ses pensées en ce point d'affaire se ramènent à ce point: Mon corps enseignant me fera-t-il aimer et me préparera-t-il des électeurs? Il est impossible à un gouvernement de voir dans ses fonctionnaires autre chose que des

agents électoraux; il ne peut donc voir dans ses professeurs que des agents électoraux.

De plus, l'enseignement parallèle de l'Etat grève inutilement, injustement, son budget, parce que l'éducation est une charge de la famille, et qu'ainsi tous payent également pour une œuvre à laquelle tous ne sont point intéressés au même degré.

Cet enseignement est enfin une concurrence déloyale à l'enseignement libre, choisi par les parents.

Avec la puissance, la richesse, la force d'intimidation dont dispose l'Etat, comment lutter avec lui pour tenir avec succès des écoles libres? L'Etat est trop fort; les chances ne sont pas égales.

Une deuxième objection des statisticiens, c'est la faiblesse de l'enfant, le respect de sa liberté. On croit sa liberté de conscience et de pensée gravement compromise aux mains de parents ignorants ou fanatiques, imbus de préjugés séculaires qu'ils infuseront inévitablement à leurs enfants, être tendres et malléables comme la cire.

"Mais, leur répond Jules Lemaitre (Opinions à répaner p. 312), la liberté de l'enfant doit-elle primer celle des parents? A quel âge l'enfant est-il un être libre, c'est-à-dire capable d'un choix conscient et réfléchi entre les diverses théories ou croyances conductrices de la vie? Et d'ailleurs, jusqu'à ce qu'il atteigne l'âge de discrétion, l'enfant n'a pas de liberté propre; elle n'existe que par et dans celle des parents." Il vit alors dans leur sein spirituel, selon l'expression de Saint-Thomas.

Et puis, à ce compte, l'Etat éducateur ne violerait-il pas lui-même, la liberté de l'enfant? Le monopole de l'Etat en matière d'enseignement et d'éducation ne serait admissible que si l'Etat possédait la vérité absolue en religion, en philosophie, en morale, en politique, et si cette vérité était universellement reconnue.

"En fait, conclut Jules Lemaitre (ouv. cit.) l'éducation donnée à l'enfant, soit dans les écoles libres, soit dans celles de l'Etat, n'empêche pas toujours l'adulte de faire un choix. D'ardents catholiques sont sortis des lycées; un très grand nombre de francs-maçons sinistres et de farouches anti-cléricaux ont été élevés par des prêtres."

Une troisième objection des partisans de l'enseignement d'Etat, celle qu'ils ressassent continuellement, dont ils prêchent partout l'absolu, nécessité pour la grandeur et la force de la nation: c'est l'unité morale. Il faut avouer que sans unité doctrinale, l'unité morale se réalisera difficilement, si même elle est réalisable. Nous touchons ici du doigt la faute originelle, impardonnable, de la Réforme et de la Révolution. En brisant l'unité doctrinale, elles ont soulevé une foule de problèmes peut-être insolubles, engendré un immense malaise, comme une dislocation dans l'organisme social.

Pendant treize siècles l'unité morale a régné. C'est qu'alors l'idée chrétienne gouvernait le monde. Les pouvoirs civils, bien loin d'en prendre ombrage, encore moins de l'extirper, travaillaient à la détruire, l'admettaient au gouvernement spirituel des âmes. Presque partout, il y avait subordination des pouvoirs, non comme aujourd'hui,

haine féroce, implacable de l'Etat contre l'Eglise.

Pour ramener l'unité morale, il faudrait on bien arracher de l'humanité l'idée chrétienne et rejeter la civilisation vingt siècles en arrière sous le paganisme, ce à quoi les sectaires ne parviendraient jamais, et ce que, s'ils étaient logiques avec les principes de 89, ils ne tenteraient même pas de réaliser; ou bien partager avec elle la royauté des âmes, et du même coup faire renaitre l'ordre, la vérité, dans la vie des sociétés.

"Si, d'ailleurs, (P. Pégues, Revue Thomiste 1906 p. 452) l'unité morale de la nation est chose désirable, il est quelque chose qui est bien plus excellent: c'est le respect des droits essentiels qui commandent l'existence même des états. Les plus farouches partisans de l'unité morale n'en sont pas venus, nous voulons le croire, à faire leur la devise du Coran: crois ou meurs! Ils ont assez reproché à l'Eglise son intolérance doctrinale et son Inquisition que d'ailleurs elle n'a garde de renier, pour ne pas songer à vouloir eux-mêmes imposer, par la violence, à tous les esprits, l'uniformité d'un dogme d'Etat."

Et vraiment, comment un pouvoir aussi changeant songerait-il à maintenir l'unité morale?

"L'enseignement national, réprouvait un jour le Comte de Mun à Jaurès (Discours et écrits divers T. VII pp. 279-280 cité par Mgr Paquet ouv. cit. p. 219), lequel? Qui le règlera? Des majorités changeantes. On aura le Dieu de Jules Simon comme aujourd'hui, ou celui de Renan pendant toute une législature, ou pas de Dieu du tout pour quatre ans à une voix de majorité."

La force ne saurait prévaloir toujours ni longtemps contre le droit. En dépit, à cause même des prétentions injustes, des empiètements sacrilèges de l'Etat sur la famille, plus que jamais, brille, sans ombre, le droit naturel des parents à l'éducation de l'enfant.

REV. BERNARD LEFEBVRE, Cathédrale St-Louis, Nouvelle-Orléans.

Le duc d'Orléans et la guerre

L'"Action française" publie la note suivante:

Monseigneur le duc d'Orléans a appris la déclaration de guerre au cours d'un voyage. Le prince s'est hâté de rentrer à Bruxelles et dès son arrivée, il a adressé la dépêche suivante à notre ministre de la guerre: Monsieur le ministre: Devant les événements actuels, toutes lois d'exception, tout dissentiment politique doit tomber; tous les Français ont le droit de reprendre leur place sous les drapeaux.

Ce droit et cet honneur, je viens vous le demander pour la durée des hostilités, certain que vous saurez comprendre à quel sentiment j'obéis.

J'attends donc avec confiance votre réponse télégraphique et vos instructions pour partir.

PHILIPPE, DUC D'ORLEANS, Hôtel Métropole, Bruxelles.

Au bout de plusieurs jours, Monseigneur le duc d'Orléans a reçu de M. René Viviani la réponse suivante: Le président du Conseil des ministres à Philippe, duc d'Orléans, Hôtel Métropole, Bruxelles.

Paris, le 9 août, 14 h. 40.

L'état de législation française ne permettant pas votre enrôlement dans l'armée française, tout en rendant hommage à votre initiative, je ne puis que vous faire la réponse déjà faite à d'autres demandes pareilles à la vôtre et vous engager à vous enrôler dans les armées amies ou alliées qui combattent à nos côtés.

N'ayant pu faire accepter ses services en France, le prince a fait pressentir les souverains belge et anglais. Malgré l'indication contenue dans la dépêche de M. René Viviani, Monseigneur le duc d'Orléans a constaté que les puissances amies et alliées conservaient un scrupule et n'envisageaient pas comme possible la présence dans leurs armées du chef de la Maison de France.

Patriotiquement résolu à ne susciter aucune difficulté dans les circonstances actuelles, Monseigneur le duc d'Orléans, dont toutes les pensées vont à la France, qu'il désire servir par tous les moyens restés à sa disposition, s'est résigné à sacrifier son vœu et son espoir de défendre sa Patrie les armes à la main.

Il a pris la décision de demeurer à Bruxelles au milieu des malades de l'ambulance qu'il a organisée au château de Putzard avec le concours du docteur Depage.

S. M. la reine des Belges, qui est à la tête de la Croix-Rouge de Belgique, a agréé les services de Monseigneur le duc d'Orléans.

La Vie Sociale

LA SEMAINE ANGLAISE.

"La République française": La Chambre des députés était saisie de deux propositions de loi ayant pour objet de rendre obligatoire le repos de l'après-midi dans les établissements industriels.

La commission du travail, sur le rapport qui lui a été présenté par M. Justin Godart, député radical socialiste du Rhône, a adopté un texte qui établit la semaine anglaise dans toute l'industrie pour tous les travailleurs sans distinction, hommes, femmes et enfants.

La réalisation de la réforme aura lieu par paliers; deux ans après la promulgation de la loi, le travail cessera à quatre heures de l'après-midi, le samedi et les veilles de jours fériés légaux, sans que sa durée puisse dépasser huit heures; six ans après la promulgation de la loi, le travail cessera à midi et sa durée ne pourra pas dépasser cinq heures.

La loi ne s'applique pas aux établissements qui, n'occupant que des adultes, n'auront pas plus de cinq ouvriers et n'emploieront pas une force motrice supérieure à trois chevaux.

Au mois de novembre dernier, le conseil supérieur du travail avait émis un vœu en faveur de la semaine anglaise; ce vœu, adopté par 26 voix contre 22, n'a été voté que par les représentants des ouvriers au conseil, auxquels se sont joints les sénateurs députés, professeurs, etc., membres du conseil; tous les patrons ont voté contre. Depuis cette époque, toutes les Chambres de commerce, tous les groupements professionnels ont protesté contre l'introduction de la semaine anglaise dans notre lé-

gislation du travail. L'unanimité des industriels est donc hostile à la réforme.

Ils ont pour cela une raison décisive: le repos du samedi après-midi entraînerait une réduction considérable de la production; imposer la semaine anglaise à l'industrie revient, en réalité, à supprimer un mois de travail dans l'année. L'industrie française qui souffre déjà du manque de main-d'œuvre ne pourrait, en de pareilles conditions, soutenir la concurrence étrangère.

Quels sont donc les motifs pour lesquels la commission du travail de la Chambre a cru pouvoir passer outre à une résistance basée sur d'aussi graves objections?

"Notre pays, déclare M. Godart au début de son rapport, se trouve par sa moindre natalité, par sa mortalité infantile considérable, par l'effroyante contagion de la tuberculose et par la terrible extension de l'alcoolisme, dans une période critique. Les charges militaires qui viennent d'être accrues ont encore aggravé la situation. L'industrie privée de main-d'œuvre salarée."

Pour remédier à cette situation, on a, selon M. Godart, le choix entre deux méthodes: "L'une à courte vue, inspirée par l'égoïsme patronal, consistant à rétablir les abus que la législation ouvrière a fait disparaître. L'autre, qui serait inspirée d'une "politique sociale large", consiste à favoriser l'accroissement de la population, et la pratique de la semaine anglaise aura précisément pour effet de diminuer l'alcoolisme, la tuberculose et la mortalité infantile.

A supposer que la semaine anglaise eût réellement toute cette efficacité, l'objection fondamentale que lui opposent les chefs d'entreprises reste entière: il ne peut s'agir là, en effet, que de résultats à très longue échéance, et c'est immédiatement, dans la mise en vigueur de la réforme, que se ferait sentir cette diminution de la production qui nuirait nos industriels en faiblesse posture devant la concurrence étrangère.

Mais cette diminution de la production, M. Godart la nie; il déclare que "les expériences faites ont démontré que la réforme a été favorable aux intérêts de la production en lui donnant une main-d'œuvre plus alerte et plus intelligente." Mais c'est là une affirmation gratuite, qui devrait être appuyée sur des faits.

Il est fâcheux que, dans cette question essentiellement pratique d'organisation du travail, la commission de la Chambre se soit laissé déterminer par des considérations aussi générales et purement théoriques que celles qui sont exposées dans le rapport présenté en son nom. Pour affirmer l'impossibilité économique de la semaine anglaise, les industriels, eux, ont cité des faits et l'ensemble de la Chambre

de commerce de Nancy est particulièrement suggestive à cet égard: on y voit, par exemple, que, dans certains travaux d'impression, la matinée est employée à la préparation de matières qui seront mises en œuvre par le travail de l'après-midi; ces matières ne peuvent pas se conserver vingt-quatre heures, et par suite, dans cette industrie, c'est une journée entière que ferait perdre le repos du samedi après-midi; dans la brasserie, c'est le samedi après-midi que le travail est le plus intense, il en est de même dans le commerce du jour. Les réponses des industriels mettent en évidence des difficultés analogues dans beaucoup d'autres professions.

Ces difficultés, la commission du travail les a ignorées. Il faut espérer que la nouvelle Chambre saura en tenir compte et qu'elle ne se décidera sur une question aussi grave qu'en pleine connaissance de cause.

L'ORPHEUM

Lundi l'Orpheum a ouvert ses portes pour la saison 1914-1915. Le directeur général, Charles E. Bray, qui a introduit dans notre ville le vaudeville de luxe, assure au directeur local Arthur B. White que la guerre européenne ne fera aucun tort au vaudeville américain, mais au contraire l'aidera, beaucoup d'artistes cherchant à être engagés en Amérique, les théâtres étant fermés en Europe. Le programme de la semaine est des plus choisis; sont engagés: Princesse Radjah, créatrice de danses orientales telle que "Cléopâtre" et "La chaise Arabe". Les merveilleux Manchouriens de Chevrolet, qui se balancent suspendus par leur tresses et font des exercices remarquables. Charlie Howard et Co., un mélange de chants et danses. Ray Raymond et Florence Bain, dans la comédie-farce: "Love's Out". Violinsky, génie excentrique musical. Paul Nevins et Ruby Erwood, nègres comiques. Leizel la merveille de l'air. Les voyages autour du monde avec les photographes du circuit de l'Orpheum, et les concerts de l'orchestre sous la direction du Prof. E. E. Tosso.

Deux représentations seront données tous les jours en matinée à 2:15 et en soirée à 8:15 aux prix populaires habituels.

Une lettre du prince d'Orléans-Bragance

Le prince Antoine d'Orléans-Bragance, revenu en France pour offrir ses services à l'armée, a adressé la lettre suivante au président de la République: Monsieur le président, Après avoir regagné, dès le début des hostilités austro-sarbes, le régiment de hussards austro-hongrois, dans lequel je servais comme officier depuis douze ans, j'ai remis mon grade à S. M. l'empereur François-Joseph aussitôt que s'est produite l'agression allemande contre la France.

En arrivant ce matin à Paris, mon intention était de vous demander une audience. Je voulais, ainsi que mon frère et mes cousins, mettre mon épée au service de la France. On m'a fait comprendre l'inutilité de cette démarche. Vous ne pouvez, monsieur le président, me donner d'autre réponse que celle que vous avez faite aux princes de ma famille qui se sont déjà présentés à vous.

Au moment d'offrir mes services à une des puissances alliées de la France, je tiens néanmoins, une fois de plus, à me mettre à la disposition du pays que pendant de longs siècles mes aïeux ont servi avec éclat. Si un jour la loi de 1886 était abrogée, la France me verrait accourir aussitôt.

J'espère, en attendant, avoir la joie de me battre sur le même front de bataille que les armées qu'elle envoie contre l'ennemi commun des nations civilisées de l'Europe. Veuillez agréer, monsieur le président, les assurances de ma haute considération. Antoine d'Orléans-Bragance.

Edition Hebdomadaire de "L'Abéille"

Nous publions régulièrement, le samedi matin, une édition hebdomadaire renfermant toutes les matières, littéraires, politiques et autres, qui ont paru pendant la semaine, dans "L'Abéille" quotidienne. Cette édition, complète sous tous les rapports, est fort utile aux personnes qui ne peuvent acheter le journal tous les jours, ou qui désirent tenir leurs amis ou correspondants européens au courant des affaires de la Louisiane. Nous le vendons sous bande dans nos bureaux à raison de 10 cents le numéro.

Ouverture de l'Ecole Gratuite de Garçons de la Société du 14 Juillet

Le Lundi, 14 Septembre

LE METHODE BERLITZ

Nous commençons des classes de Français spéciales pour enfants, de puis le 15 juillet. Classes pour commençants et étudiants avancés, littérature et histoire. Aussi, leçons de conversation pour adultes, 3 fois par semaine. Nous garantissons que nos élèves obtiennent l'accent le plus pur. Visitez-nous, écrivez ou téléphonez.

The International School of Languages

"Original Berlitz Method" 823 Maison Blanche. Tél. Main 3991. 3 Juin-1 an-marc-vea-din

HYDROTHERAPY

Procéde scientifique de bains thermaux. Meilleur qu'une semaine au bord de la mer ou dans la montagne. Traitement de deux heures. Dames, de 8 à midi; messieurs de 1 heure à 3 heures et tout le dimanche. \$1.00 par traitement. Six séances pour \$5.00. Chiropraxie, manipulation. Docteurs \$1.00, \$2.00 par mois. Douche et massage, 50c, 25c pour \$10.00. Leçons de natation. M. et MME ROBERT OSBORN. 10 mai-1 an

Une lettre du prince d'Orléans-Bragance

Le prince Antoine d'Orléans-Bragance, revenu en France pour offrir ses services à l'armée, a adressé la lettre suivante au président de la République: Monsieur le président, Après avoir regagné, dès le début des hostilités austro-sarbes, le régiment de hussards austro-hongrois, dans lequel je servais comme officier depuis douze ans, j'ai remis mon grade à S. M. l'empereur François-Joseph aussitôt que s'est produite l'agression allemande contre la France.

En arrivant ce matin à Paris, mon intention était de vous demander une audience. Je voulais, ainsi que mon frère et mes cousins, mettre mon épée au service de la France. On m'a fait comprendre l'inutilité de cette démarche. Vous ne pouvez, monsieur le président, me donner d'autre réponse que celle que vous avez faite aux princes de ma famille qui se sont déjà présentés à vous.

Au moment d'offrir mes services à une des puissances alliées de la France, je tiens néanmoins, une fois de plus, à me mettre à la disposition du pays que pendant de longs siècles mes aïeux ont servi avec éclat. Si un jour la loi de 1886 était abrogée, la France me verrait accourir aussitôt.

J'espère, en attendant, avoir la joie de me battre sur le même front de bataille que les armées qu'elle envoie contre l'ennemi commun des nations civilisées de l'Europe. Veuillez agréer, monsieur le président, les assurances de ma haute considération.

Antoine d'Orléans-Bragance.

Edition Hebdomadaire de "L'Abéille"

Nous publions régulièrement, le samedi matin, une édition hebdomadaire renfermant toutes les matières, littéraires, politiques et autres, qui ont paru pendant la semaine, dans "L'Abéille" quotidienne. Cette édition, complète sous tous les rapports, est fort utile aux personnes qui ne peuvent acheter le journal tous les jours, ou qui désirent tenir leurs amis ou correspondants européens au courant des affaires de la Louisiane. Nous le vendons sous bande dans nos bureaux à raison de 10 cents le numéro.

Ouverture de l'Ecole Gratuite de Garçons de la Société du 14 Juillet

Le Lundi, 14 Septembre

LE METHODE BERLITZ

Nous commençons des classes de Français spéciales pour enfants, de puis le 15 juillet. Classes pour commençants et étudiants avancés, littérature et histoire. Aussi, leçons de conversation pour adultes, 3 fois par semaine. Nous garantissons que nos élèves obtiennent l'accent le plus pur. Visitez-nous, écrivez ou téléphonez.

The International School of Languages

"Original Berlitz Method" 823 Maison Blanche. Tél. Main 3991. 3 Juin-1 an-marc-vea-din

L'UNION FRANÇAISE

Réouverture de l'école gratuite pour filles de l'Union Française, 924, rue N. Rampart, le lundi 14 septembre. Le Français et l'Anglais sont enseignés par des professeurs compétents. Les cours d'Anglais ont le même que celui des écoles publiques.

Feuilleton de l'Abéille de la Nlle-Orléans

No. 24 Commencé le 15 août 1914.

LE TÉNOR

PAR LE PRINCE DIMITRI GALITZINE

(Suite)

— Et vous vous êtes trompé, reprit Tchavroff, mais que cela ne vous trouble point: moi je les gens intelligents se trompent. Varia fut dépitée qu'Alexandre Jacovitch ne trouvât pas de réponse, mais son perpétuel et beau sourire resta fixé sur ses lèvres. — Serge serait-il plus intelligent, pensait-elle. Et tout à coup elle revint à la pensée de son rendez-vous avec le ténor, le lendemain, chez la générale Tchariguine. Réussirait-elle à y aller toute seule, sans ses cousines et sans sa tante? Autrement, cela ne vaut pas la peine d'y aller. Il lui est nécessaire de s'expliquer avec lui; cela ne peut continuer ainsi... Chez les autres, à présent, c'est la gâterie, pensait-elle; ce sont les arbres de Noël, les fêtes d'enfants. J'étais heureuse ce jour-là, naguère; et maintenant je ne puis m'échapper de ce cercle ensorcelé de tristesse et de misérables doutes. Au moins qu'il vienne quel-

qu'un; je profiterais de l'instant pour m'expliquer avec lui.

Mais personne ne venait. La princesse avait, ces derniers temps, négligé ses relations. Le ténor lui prenait tout son temps. A cause de lui, elle devait rester le soir chez elle pour ne pas laisser passer l'occasion de le voir.

— A quoi penses-tu? demanda Tchavroff à Varia.

— Ma foi, à rien...

— Non, dis-moi la vérité.

Il peut m'aider, pensa Varia et elle répondit: "Vois-tu, je desirer beaucoup aller demain chez les Tchariguine, tu sais à la causerie biblique; mais je crains qu'on ne me laisse pas sortir toute seule, et ni ma tante, ni tes sœurs n'y vont en ces occasions. Ce n'est même pas la peine de leur parler de ces soirées... Comment faire?"

— C'est bien simple, proposa Serge; j'irai avec toi sans autres explications.

Varia n'osa pas faire voir que cela n'entraînait pas dans ses calculs. Elle n'avait nullement pensé que Serge pourrait y aller, car il blâmait ces réunions.

— Bien, répondit-elle, mais tu n'as pas d'invitation.

— Cela n'a pas d'importance. Je connais la générale et ses filles. Toto est mon camarade. Je puis aller chez eux quand il me plaît. Ne t'inquiète pas, je te prie. Il ne m'est pas difficile de le faire pour te procurer le plaisir d'écouter ces... bonnes gens. A propos, je les rencontrerai. Il y a longtemps que cela m'intéresse.

Adviennent que pourra, décida Varia; peut-être ne nous gênera-t-il pas. En tout cas, dans la foule nous aurons plus de chances qu'aujourd'hui de pouvoir parler.

Elle regarda le ténor. Il causait gaiement

avec les jeunes princesses et ne prêtait aucune attention à Varia. Il l'avait regardée deux fois... et c'était tout. Il ne savait pas lui-même pourquoi, mais Varia ne l'attristait plus. Il se sentait refroidi pour elle après sa visite, comme s'il était allé à quelque autre chose.

Maintenant, c'était Génia qui lui plaisait le plus; elle était pleine de vie, exubérante, elle avait les yeux étincelants et un charme intense était répandu sur sa personne. De celles qui ressemblent à Génia, les Français disent: "Elle est très femme." Cela séduisait Gutechtal.

Serge tournait autour de Varia, indécis. Il était revenu de l'étranger, le cœur débordant de tendresse, d'un irrésistible besoin d'aimer de toute son âme et d'aimer précisément Varia, qui lui semblait encore plus charmante avec l'expression triste de son visage et ses yeux rêveurs. De quoi languit-elle? se demandait-il. Est-il possible que mes extravagances, sottises et grossières, l'aient affecté à ce point?

A cette pensée, son cœur se remplissait de colère contre lui-même. Je me cause toujours du tort, pensait-il. Je détruis mon bonheur pour le sot plaisir de piquer les autres, de les étonner par ma rudesse. Mais s'il en est ainsi, elle n'a donc pas cessé de m'aimer et n'est point éprise de Gutechtal...

Il voulait se rapprocher et lui parler comme auparavant, mais il n'osa pas. Il avait conscience que Varia n'avait que trop le droit de le repousser; ou bien, ce qui était pire, elle ne croirait pas à ses paroles, penserait qu'il l'aimait de nouveau par désespoir, jusqu'à sa prochaine fugue. Il lui semblait que ses premières paroles devaient absolument sonner faux, malgré toute la sincérité et le retour de ses sentiments. — Je n'ai cessé de l'aimer, se justifiait Serge, est-ce qu'on peut ne pas aimer une jeune fille aussi ravissante.

Il regardait Varia, pâle, retenant son émotion; et Varia, pendant ce temps, s'absorbait dans cette question: pourquoi s'était-il produit un tel changement chez Alexandre Jacovitch? Est-il possible qu'il ne l'aime plus? Non, c'est impossible; au contraire, il doit m'aimer davantage, mais il a peur de se trahir... il l'a dit.

Elle avait cessé de penser à Serge; elle oubliait même qu'il était revenu, si bon, si prévenant pour elle. Quant Gutechtal partit, elle soupira, essayant de se consoler à l'idée qu'en rencontrant le ténor chez la générale, elle lui parlerait et dissiperait ses doutes.

La princesse ne trouva rien d'étrange à ce que Serge se fût mis à la disposition de Varia pour l'accompagner chez les Tchariguine. Au contraire, elle eût été contente que cela se renouvelât plus souvent. Il vaut toujours mieux qu'ils ne soient pas à la maison, Serge boude continuellement, et Varia, depuis quelques jours, est comme une personne qui aurait plongé dans l'eau. Tous deux répandaient la tristesse. Jamais l'idée ne lui serait venue que l'amour pouvait naître entre eux, qu'ils étaient un parti possible l'un pour l'autre. Non qu'elle fût contre un pareil mariage, mais, tout simplement, elle n'avait jamais pensé à Varia sous ce rapport. Ses filles lui suffisaient. Elle ne s'en occupait même pas beaucoup, absorbée jusqu'alors par l'incessant désir de plaire. C'est pour cela qu'elle n'avait pas remarqué la brouille d'une année entre Serge et sa cousine, de même qu'auparavant elle n'avait pas remarqué leur amour. En général, Anna Alexandrovna s'occupait très peu de ce qui se passait autour d'elle, exigeant seulement que toutes les formalités fussent exécutées, c'est-à-dire que Pierre vint dîner tous les samedis, que son

mari ne tombât pas trop ouvertement dans le ton de l'opérette, et que ses filles fussent sous la surveillance constante de l'Anglaise qui vivait dans la famille Tchavroff depuis plus de dix ans déjà.

La générale Tchariguine manifesta une grande joie quand Varia entra dans son salon; mais, en apercevant Serge, elle tressaillit, comme si elle voyait un serpent.

— C'est très gentil de votre part d'être venue dit-elle à Varia, vous ne nous oubliez pas.

— Vous voyez, j'ai amené Serge, dit-elle toute confuse; il désire beaucoup écouter aussi...

— Je le désire extrêmement, dit Tchavroff, l'air soumis. La situation lui semblait drôle. Il était venu pour s'amuser, distraire son esprit aux dépens de gens imbeciles. Son humeur était excellente.

Varia s'était montrée gentille pour lui toute la journée.

— Très contente, Serge Pavlovitch, dit avec méfiance la générale; si, pour tout de bon, vous vous intéressez à nos causeries, j'espère que vous serez satisfait.

Les demoiselles s'étaient empressées comme la première fois. Elles s'occupèrent aussitôt spécialement de Serge. C'était un prétendant, lui, un parti.

— Que pensez-vous du livre du prophète Israh? lui demanda Tuba.

— Absolument rien, je ne l'ai pas lu, répondit Serge.

— Oh! que dites-vous! Alors vous ne savez rien! s'exclamèrent-elles et elles l'entourèrent en groupe compact. Il se soumit à la destinée, dans l'attente d'un passe temps plus